

St Jean d'Angély, le 29 Mars 2019

SYNDICAT DE LA BOULANGERIE
BP 871
42 RUE JOSEPHINE
27000 EVREUX

RÉFÉRENCES :

REF : 1540339 / 5004

Objet :

Rallye pédestre
« La France en Courant »
du 13/07/2019 au 27/07/2019

ATTESTATION

Aux conditions de la police indiquée ci-dessus, nous déclarons garantir conformément à l'article 5 du Décret N°55-1366 du 18/10/1995 et le décret N°93-392 du 18/03/1993 :

**** La Responsabilité Civile :**

- du Syndicat de la Boulangerie de l'Eure et du Comité d'Organisation de la France en Courant ;
- de ses préposés rémunérés ou non ;
- des participants à la course pédestre et ce conformément au Décret du 18/03/1993 et à la Loi du 16/07/1984.

**** Les plafonds de garantie sont les suivants :**

- Dommages corporels : 7 622 451 euros ;
- Dommages matériels et immatériels consécutifs : 4 516 825 euros ;
- Intoxications alimentaires : 6 775 238 euros.

Remarque : Ce contrat ne garantit pas les dommages causés par les véhicules à moteur.

MUTUELLE MAPA
P/LE DIRECTEUR


MODÈLE D'ATTESTATION D'ASSURANCE

(à remplir par l'assureur)

Je soussigné(e), STAPA - 1 rue Anatole France - BP 6037

raison sociale

17 411 St Jean d'Angely Cédex

certifie par la présente que la police d'assurance (numéro et période de validité du contrat souscrit) :

1540339 / 5004

contractée par les soins de (nom et adresse) : Le Syndicat de la Boulangerie - BP 871 - 42 rue

J. P. 27000 Evreux pour le compte du Comité d'Organisation de la France en

Carant

pour le déroulement de

d'un rallye pedestre intitulé "La France en carant"

organisé(e) le du 13/07 au 27/07/19

a pour objet de garantir, notamment, conformément aux prescriptions des articles L321-1, L331-9, D321-1, R331-14 et A331-25 du code du sport :

1°) les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'organisateur ou aux concurrents du fait des dommages corporels ou matériels causés aux spectateurs, aux tiers, aux concurrents, mais seulement, pour ces derniers, lorsqu'il s'agit d'épreuves ne comportant pas, sur la totalité de leur parcours, un usage privatif de la voie publique ;

2°) les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'organisateur ou aux concurrents envers les agents de l'Etat ou de toute autre collectivité publique participant au service d'ordre, à l'organisation ou au contrôle de la manifestation sportive, ou envers leurs ayants droit, du fait des dommages corporels ou matériels causés auxdits agents ;

~~3°) les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'Etat, aux départements et aux communes pour tous les dommages causés aux tiers ou à l'organisateur par les fonctionnaires agents ou militaires mis à la disposition de ce dernier ou leur matériel ».~~

Montant des garanties :

(NB : Le montant minimum des garanties prévues par la police d'assurance doit être fixé à :

- pour la réparation des dommages corporels à 6 100 000 euros par sinistre,
- pour la réparation des dommages matériels, à 15 000 euros par sinistre.

Ce document doit être présenté à l'autorité administrative au plus tard **six jours francs** avant le début de l'événement. Le non-respect de ce délai entraîne le refus d'autorisation par l'autorité administrative compétente.)

Je m'engage à renoncer, en cas de sinistre, à tout recours contre l'État et les autorités départementales ou municipales ainsi que contre toute personne ou service relevant desdites autorités à un titre quelconque.

Date :

Signature et cachet de l'assureur

29/03/19

P/le Directeur

